

Suisse

Des badges pour lutter contre le travail illégal

Une application vaudoise s'étend en Valais et dans le reste de la Suisse romande. Le canton de Genève a été pionnier

Caroline Zuercher

Un contrôleur de chantier scanne une carte avec son téléphone portable. Plusieurs informations apparaissent sur l'écran, ainsi qu'un feu vert. Celui-ci indique que l'ouvrier est en possession d'un contrat de travail et que ses charges sociales ont été payées.



KEYSTONE

La carte de l'ouvrier est scannée avec un téléphone portable.

L'application utilisée en Valais s'appelle Cerbère. Elle a été développée dans le canton de Vaud, qui l'emploie depuis l'été 2016. Aujourd'hui, plus d'un quart des ouvriers y sont inscrits.

«C'est utile car le nombre d'inspecteurs est limité, explique Alain Biedermann, responsable des Commissions professionnelles paritaires. Un adjudicataire peut ainsi surveiller ses sous-traitants.»

La Suisse romande suit. En Suisse, le travail au noir occasionne des pertes de l'ordre de 45 milliards de francs. Et les entreprises en règle se retrou-

vent soumises à une concurrence déloyale. Les sept sections romandes de la Société suisse des entrepreneurs ont décidé de se mettre à ce système en 2017.

Vice-président du syndicat Unia, Aldo Ferrari salue cette évolution. Mais il ajoute une précision: «Ces cartes ont un sens si l'on s'assure que seules les entreprises garantissant des conditions de travail correctes (en termes de salaires et d'horaires notamment) peuvent les obtenir et si des contrôles périodiques sont effectués en ce sens.»

Ambitions nationales

Et la suite? L'AVE aimerait rendre son système obligatoire. Elle souhaite aussi que la mesure soit inscrite dans la législation fédérale. «Si cela s'avérait impossible, la branche de la construction pourrait intégrer le principe dans sa convention collective étendue», précise-t-elle dans son communiqué.

Méfiance alémanique

Dans ce dossier, les Romands sont en avance. «Le patronat et les syndicats ont des relations plus tendues en Suisse alémanique. Il y a davantage de méfiance», confirme le conseiller national Olivier Feller (PLR/VD).

«Une entreprise fribourgeoise, par exemple, travaille dans le canton de Vaud. Les contrôles devraient donc être les plus uniformes possibles», renchérit Aldo Ferrari. Jusqu'à récemment, cette proposition était toutefois refusée en Suisse alémanique.

Le projet ferait désormais son chemin. Alain Biedermann espère même qu'un séminaire national pourra voir le jour à l'horizon 2019.

Les élus romands partent en guerre contre «No Billag»

Des élus de tous bords, hors UDC, dénoncent le démantèlement des radios et TV publiques et privées qu'impliquerait l'initiative

«Démantèlement du service public», «Milliers d'emplois supprimés», «Bloc'hérisation» de la Suisse médiatique, les formules choquent jeudi après-midi à la Maison de la communication, à Lausanne. Cinq élus romands de la majorité des partis pionniers sans relâche l'initiative populaire «No Billag», qui sera soumise au vote le 4 mars prochain.

«L'initiative entraînera la disparition de l'ensemble des six chaînes TV concessionnées en Suisse romande que sont Canal Alpha, Canal 9, La Télé, Léman Bleu, RTS 1 et 2, ainsi que Telebielinge. Quant aux radios, 12 chaînes sont menacées, affirme la conseillère nationale Géraldine Marchand-Balet (PDC/VS).

«Son attitude manque d'élégance et relève d'un esprit revanchard.» Une allusion au fait que la fierté des PME a perdu la votation sur le changement du système de perception de la redevance.

De l'autre côté de la Sarine

Tout cela a poussé les acteurs à créer en Suisse romande une Association contre la disparition des radios et TV. Mais la bataille des ondes et de la redevance ne se déroule pas tellement de ce côté-ci de la Sarine. C'est en Suisse allemande que les coups sont les plus violents.

Credit Suisse et son actionnaire principal ont rejeté votre plan, qui a aussi suscité de nombreuses critiques d'experts. Vous n'êtes pas découragés?

Pas du tout, je reste très confiant. Credit Suisse est une structure complexe et nous proposons un bouleversement. Il faut laisser le temps à la direction et aux actionnaires de réfléchir.

Expliquez-nous alors pourquoi il faudrait scinder Credit Suisse? Le modèle du conglomérat a vécu. Le rendement sur les fonds propres des banques intégrées est plus bas que celui d'établissements spécialisés.

Economie

L'homme qui veut séparer Credit Suisse en trois

Le fonds activiste de Rudolph Bohli réussira-t-il à convaincre les actionnaires? Le Suisse en est persuadé. Interview

Gabriel Sassoon Künsnacht

Dans son bureau de Künsnacht, sur la rive dorée du lac de Zurich, l'actionnaire activiste Rudolph Bohli affiche une déconcentration déconcertante.



Rudolph Bohli, 48 ans, s'active en coulisse pour rallier les investisseurs à son plan. SAMUEL SCHALCH

Principaux actionnaires de Credit Suisse

Table listing major shareholders of Credit Suisse: Harris Associates (9%), Norges Bank (5.08%), Qatar Holding (4.94%), Olayan Group (4.93%), Black Rock (4.17%), RBR Capital (Rudolf Bohli) (0.2%).

«C'est un défi de taille», dit-il. «Nous sommes convaincus que nous pouvons créer une valeur ajoutée supérieure à celle des banques traditionnelles.»

«S'inspirant du succès d'UBS, Credit Suisse est engagée dans une restructuration trois ans qui met justement l'accent sur la gestion de fortune et réduit ses activités de banque d'investissement.»

Mais pourquoi redomicilier la banque d'affaires? En déménageant à Londres ou New York, la division se trouvera là où elle prend des risques et où la réglementation est la plus favorable.

«Credit Suisse présentait jeudi ses résultats trimestriels. Le numéro deux bancaire suisse boucle son troisième trimestre rentable d'affilée. Le groupe a dégagé un bénéfice net attribuable aux actionnaires de 244 millions de francs, après 41 millions voient un an.»

Un départ et des licenciements ne vont-ils pas affaiblir la place helvétique? Au contraire. La banque d'affaires se concentre à Londres et New York et ce sont ces deux villes qui seront touchées par les sup-

6%, or la concurrence se situe à 8% en moyenne. UBS, elle aussi, reste en deçà de ses objectifs.

Ne vaut-il pas mieux attendre la fin de la restructuration, dans un an, avant de voir si votre plan est nécessaire?

Nous pensons que c'est maintenant qu'il faut commencer à parler de ce qui va suivre. La direction est en train de préparer son futur programme à l'interne.

Vous promettez de doubler la valeur de Credit Suisse à 80 milliards de francs. Quel est votre calcul?

Comment vous y prenez-vous pour rallier les actionnaires? Un gros travail en coulisse a commencé. Nous nous concentrons pour l'instant sur les grands actionnaires avec qui nous prenons contact.

Quels actionnaires sont intéressés? Vous comprendrez que je ne peux pas répondre à cette question.

Vous allez bientôt vous envoler pour le Qatar (un des plus gros actionnaires)? Cela se pourrait.

Et les petits actionnaires? Nous avons créé un site pour leur permettre de s'informer. Ils composent la majorité de l'actionariat et nous sommes persuadés que nombre d'entre eux seront séduits.

Où en est votre projet d'augmenter de 900 millions votre participation dans Credit Suisse? On fait des progrès. De petits investisseurs envisagent de se joindre à nous.

Si vous atteignez votre but, vous n'aurez toujours que 2 à 3% des parts. C'est très peu pour influencer un changement aussi important. Voilà pourquoi nous cherchons à persuader d'autres actionnaires.

On vous taxe de provocateur qui ne cherche qu'à faire du bruit. Votre réponse? Je suis un entrepreneur passionné et ce plan me fascine. Nous y avons investi près de la moitié de nos fonds.

Vous deux précédentes attaques vous ont permis de revendre vos actions avec une plus-value de 130%. Certains vous soupçonnent de n'être intéressés qu'à réaliser un profit à court terme en faisant grimper la valeur du titre Credit Suisse.

C'est faux. Si notre plan passe, il se peut très bien que nous restions actionnaire à plus long terme.

Omega dévoile une usine de 150 millions à Bienne

Planifié il y a sept ans, le site futuriste regroupera 350 employés de la marque clef du groupe Swatch

Même si la décision a été prise il y a sept ans, l'inauguration jeudi de l'usine ultramoderne d'Omega à Bienne symbolise la sortie du tunnel du secteur horloger.

«Il y a trois ans, beaucoup de journalistes prévoyaient la mort du secteur horloger, c'est tout le contraire qui se produit ici», a ironisé de son côté Nick Hayek, grand patron du Swatch Group - dont dépend Omega.

Argent Les marchés boursiers

Table of stock indices: Indices boursiers, SMI (Swiss Market Index), ABBN, Adecco, etc.

Valeurs romandes importantes

Table of regional values: Aedex, Aedis, APGSEA, BCGE, BCV, Bobst, etc.

Métaux précieux / Monnaies (Billets)

Table of metals and currencies: Or, Ag, Vreneli, Pétrole, Euro, Dollar US, Livre Sterling, etc.

Advertisement for FINANZ und WIRTSCHAFT with a table of exchange rates and contact information.

Advertisement for CUIR CENTER featuring a sofa and a 75-day interest-free offer for 910 CHF.

Large advertisement for DENNER featuring a 20% discount on champagnes and wines, and a 40% discount on wine bottles.